



Democratie révolutionnaire

Pour contribuer au rassemblement des anticapitalistes et des révolutionnaires

Lettre n°51 du 29 juin 2018

Au sommaire :

- **Convergence des luttes et des militants du mouvement, convergence démocratique et révolutionnaire - Isabelle Ufferte**
- **Contre l'Europe capitaliste, les forces réactionnaires, la xénophobie et le nationalisme, un front de classe révolutionnaire et internationaliste - Daniel Minvielle**

Convergence des luttes et des militants du mouvement, convergence démocratique et révolutionnaire

Ce 28 juin était une nouvelle journée de grève à la SNCF, la 36^{ème} et dernière du calendrier perlé de l'intersyndicale. L'UNSA a sans surprise annoncé qu'elle arrêtait la grève, la CFDT l'a suspendue. SUD Rail et la CGT appellent à faire grève les 6 et 7 juillet et prévoient des dates pendant l'été. Les cheminots « débattront en assemblées générales de la suite à donner au mouvement pour gagner » a expliqué Fabien Dumas, secrétaire fédéral de SUD Rail. La fin d'une étape du mouvement, le début d'une autre alors que se partagent sentiment de fierté, détermination et interrogations sur la suite à construire.

La détermination des grévistes, des militants du mouvement, syndiqués ou non syndiqués, fait que même l'UNSA a cru bon de préciser qu'elle restait « combattive » au moment d'arrêter la grève et que la CFDT a expliqué que si elle la « suspendait » pendant l'été, « l'idée est de pouvoir garder des ressources de mobilisation à la rentrée [...] les négociations sociales à venir seront longues et complexes ».

Il est clair que peu de cheminots pensent pouvoir « gagner » cet été, mais les grévistes ont conscience de mener un combat politique qui a transformé la situation et concerne l'ensemble du monde du travail. Un combat loin d'être terminé alors que le gouvernement peaufine la loi Pacte qui prévoit de nouvelles vagues de privatisations (Engie, Aéroport de Paris, Française des jeux...) et que sont en ligne de mire les aides sociales, la retraite, le statut des fonctionnaires.

La détermination des militants de la grève s'est nourrie du ras le bol de l'ensemble des travailleurs, du mécontentement généralisé, des liens qui se sont tissés et renforcés ces derniers mois dans les assemblées générales, rencontres d'intersyndicales de lutte, comités de mobilisation, autant de moments de convergence et de démocratie ouvrière.

Ce jeudi 28 juin, la CGT, FO, la FSU ainsi que Solidaires appelaient aussi à une nouvelle journée interprofessionnelle. Les rassemblements et manifestations ont été sans surprise modestes, illustrant les contradictions de la situation et le décalage entre la colère du monde du travail et la politique des directions syndicales, leur incapacité à y répondre, offrir des perspectives. Pour nombre de militants et d'équipes combatives qui se préoccupent de construire, d'unir les résistances, cette « journée de plus » avait peu d'utilité. Personne n'est dupe des directions des confédérations surtout soucieuses de donner le change et qui n'ont au final d'autre objectif, face au plan de bataille du gouvernement, que de mener des « négociations longues et complexes ». Elles n'ont d'autre perspective que des rapports institutionnels avec les patrons et les pouvoirs publics.

C'est cette politique qui démobilise, désarme une partie des travailleurs et des militants pris à contre-pied.

Le mécontentement, la révolte, le discrédit des appareils institutionnels sont bien réels, profonds, mais y apporter des réponses, formuler des perspectives, n'a rien de spontané. Cela demande l'organisation consciente de la fraction la plus lucide, convaincue que le rapport de force ne peut se construire que sur le terrain de la lutte de classe. C'est le rôle des révolutionnaires d'y aider. Et la période nous donne des responsabilités particulières : la convergence des luttes nécessite celle des militants politiques de la lutte de classe, une convergence démocratique et révolutionnaire.

Faire vivre les acquis

De nombreuses luttes locales se sont déclarées ces dernières semaines dans des entreprises de toutes tailles, pour les salaires, les conditions de travail, des embauches, contre les licenciements et les restructurations, en-

couragées par le climat de contestation, le sentiment de légitimité qu'ont contribué à créer les cheminots et tous ceux qui se sont faits les militants du mouvement, de sa convergence.

Des milliers de travailleurs, de jeunes, ont construit un mouvement inédit par sa longueur, par la capacité des cheminots et des militants de la lutte de s'organiser à la base, de rebondir d'une semaine sur l'autre, gagner l'opinion, faire de la politique par delà la volonté et les calculs des appareils syndicaux et de la gauche institutionnelle. Ce sont ces acquis, cette expérience qu'il s'agit de capitaliser dès cet été en aidant à prendre conscience collectivement du rapport de forces, de son évolution, pour ne pas être dominé par l'instant. Il nous faut aider à prendre la mesure des enjeux de la lutte et pour cela à raisonner en termes de classe, en toute indépendance des appareils institutionnels, sans craindre de les utiliser mais en pleine conscience de leur finalité.

Indépendance de classe indispensable à la lutte

Les salariés de Ford-Blanquefort sont directement confrontés à la pression de ceux qui tentent de brouiller les rapports de classe, qui appellent à faire confiance aux « pouvoirs publics », aux institutions, au dialogue social... Encadrement, élus, syndicats maison, ont mis et mettent tout leur poids pour tenter de contenir la colère, de désarmer ceux qui ont l'expérience d'une longue lutte contre la fermeture de leur usine. Débutée il y a dix ans, elle avait réussi à sauver jusqu'à il y a peu un millier d'emplois et des milliers d'autres qui en dépendent. La multinationale, contrainte de revenir, a réussi à trouver l'oreille et le portefeuille attentifs du pouvoir : Lagarde, alors ministre de l'Industrie, Juppé, Rousset ont ajouté 50 millions d'euros à la longue liste des cadeaux publics déjà reçus par la multinationale depuis son installation. Depuis l'annonce en février par Ford de son départ, longuement préparé cette fois, les militants de l'entreprise multiplient les initiatives, en lien avec ceux de la convergence, tandis que les élus font leur cinéma, jusqu'au ministre Le Maire, aidés par les marchands d'illusions promettant l'intervention des pouvoirs publics, comme s'ils pouvaient être du côté des salariés !

A Ford, à la SNCF, face à l'ensemble des attaques, la lutte exige d'avoir l'esprit imperméable aux illusions dans les appareils et les institutions. Une nécessité pour pouvoir convaincre autour de nous de notre légitimité de travailleurs, notre bon droit à exiger ce qui nous revient, contester le pouvoir des actionnaires et de leurs serviteurs en prenant nous-mêmes nos affaires en main.

C'est cette conviction qui anime les militants du mouvement, de la convergence, celles et ceux qui sans ignorer les difficultés agissent pour changer le cours des choses, s'organisent pour entraîner, combattre l'offensive des actionnaires et du pouvoir.

Face à l'offensive réactionnaire, l'enjeu des luttes du monde du travail

L'offensive se mène contre l'ensemble des classes populaires. Le drame des migrants de l'Aquarius et du Lifeline

illustre une nouvelle fois l'hypocrisie, le cynisme des gouvernants qui se renvoient la responsabilité de l'accueil de quelques centaines de personnes. Gouvernements, populistes de droite et d'extrême-droite, donnent le ton par-delà les frontières, tentant de monter une fraction des opprimés contre l'autre en flattant les préjugés. En France, Collomb a été jusqu'à invoquer une « *menace de submersion* » pour justifier sa politique xénophobe et répressive !

La montée de la réaction, des populismes de droite et d'extrême-droite, des préjugés nationaux, religieux, accompagne l'offensive de la bourgeoisie.

Les classes dirigeantes et leur personnel mènent une guerre sur tous les plans : économique, social et démocratique. Les droits élémentaires sont remis en cause tandis que les églises sont mobilisées pour mieux dominer les esprits. La visite de Macron au Vatican parti « *réparer le lien abîmé* » avec l'Eglise catholique participe de cette entreprise.

Mais face à cela, le monde du travail, les militant-e-s de la démocratie, de la contestation de l'ordre établi, se mobilisent. Le monde entier est parcouru de mobilisations contre l'oppression, pour les droits démocratiques, la liberté. Femmes et hommes dans les rues d'Argentine, d'Espagne, du Chili, d'Irlande pour le droit de toutes les femmes à disposer de leur corps et le libre accès à l'IVG, manifestations pour l'ouverture des frontières et l'accueil des migrants dans toute l'Europe, luttes ouvrières, la révolte est bien vivante contre l'offensive des classes dominante.

La nécessaire convergence démocratique et révolutionnaire...

Les contradictions entre cette révolte et les difficultés de la mobilisation sont ressenties par tous les militants qui tentent d'agir, de changer le cours des choses. Elles sont le point de départ des discussions que nous avons sur la nécessité de s'organiser pour porter une politique pour les luttes, leur convergence, la nécessité de construire un parti révolutionnaire, démocratique des travailleurs, appelant les exploité-e-s à prendre la société en main.

Mais comment aborder cette question sans poser celle de la convergence des révolutionnaires qui, depuis plusieurs mois, se retrouvent au coude à coude dans l'animation et la construction des luttes et de leurs organes démocratiques ?

Alors que des centaines de jeunes et moins jeunes regardent vers nous, découvrent en même temps que la lutte sociale et politique le marxisme, les idées de la contestation, veulent prendre leur avenir en main, nous avons besoin d'un cadre collectif, ouvert, démocratique où la nouvelle génération comme les différents courants peuvent débattre et confronter points de vue, expériences, compréhension de la période et des tâches communes, agir et se former.

Isabelle Ufferte

Contre l'Europe capitaliste, les forces réactionnaires, la xénophobie et le nationalisme, un front de classe révolutionnaire et internationaliste

La crise de l'Union européenne vient de passer par de nouveaux sommets. Du refus du ministre de l'intérieur d'extrême droite italien de laisser accoster l'Aquarius, puis le Lifeline, au vote en Hongrie d'une loi permettant de condamner les ONG qui permettraient à des migrants d'entrer sur le territoire, sans oublier l'hypocrisie réactionnaire de Macron et de son exécuteur des basses œuvres Collomb, elle s'est cristallisée autour de la question de l'accueil des migrants, dans une fuite en avant naufrageante. En Allemagne, la coalition gouvernementale difficilement constituée par Merkel après les dernières législatives menaçait de s'effondrer sous le chantage de la CSU bavaroise...

Le Sommet européen des 28 et 29 juin est parvenu à un accord, l'accord de la honte, qui a décidé de la mise en place de camps hors des frontières de l'UE. Tous peuvent rentrer chez eux en se vantant d'avoir obtenu gain de cause, les uns, comme Macron, pour avoir sauvé l'Union européenne de l'explosion, les autres, comme le premier ministre Italien Conte ou son homologue polonais, pour s'être dégagés de toute obligation concernant l'accueil des migrants, désormais laissé au « *volontariat* » de chacun des Etats, invités simplement à faire preuve de « *solidarité* »... Au-delà des postures, les Etats européens se sont cyniquement unis contre les migrants, l'égoïsme national et européen se conjuguant pour rejeter les victimes de leur propre politique au Moyen Orient ou en Afrique.

La crise de l'Europe n'a fait que s'accentuer ces dernières années au point que certains en prédisent l'éclatement. Les causes fondamentales en sont les politiques de régression sociale menées par tous les gouvernements, de quelque étiquette qu'ils soient, et le mécontentement que celles-ci suscitent parmi les populations. En retour, plutôt que de dénoncer la responsabilité des politiques capitalistes, des multinationales et des États à leur service, nombre de démagogues cherchent à détourner la colère des populations contre l'Europe, comme ils le font en général aussi contre les étrangers, les migrants ou les immigrés déjà installés, contre les Roms...

La droite extrême et l'extrême droite prospèrent sur ce terrain. Au nom de la défense du « *peuple souverain* » contre les « *dictats de Bruxelles* », sa politique monétaire et les gouvernants qui, comme Macron ou Merkel, en seraient complices, ils prêchent le retour à la souveraineté nationale, trouvent un électoralat, accèdent au pouvoir. Ils peuvent alors laisser libre cours à leurs politiques décomplexées, racistes, xénophobes, sexistes, homophobes, et peser en fin de compte sur la politique européenne au point de lui imposer leur propre ordre du jour, faisant franchir un pas de plus à la surenchère réactionnaire à laquelle se livrent depuis des années les partis de la bourgeoisie, du social libéralisme à l'extrême droite.

Face à ces surenchères une partie de la gauche dite radicale prend prétexte de ce que la montée du mécontentement profite au souverainisme de droite pour justifier son choix de le concurrencer électoralement en prônant un « souverainisme de gauche ». D'autres, comme le PC et la FI, ou encore le regroupement d'organisations internationales *Maintenant le peuple*, déclarent formellement leur opposition aux replis nationalistes, mais c'est pour défendre une « bonne » politique pour « les peuples », dans la perspective d'un retour aux « *temps heureux* », au « *compromis social* » des Trente glorieuses, par le biais des élections et dans le cadre des institutions républicaines.

Non seulement c'est une idéalisation mensongère de cette période, mais un tel retour est impossible, et en défendre la perspective revient à refuser d'armer politiquement les travailleurs alors que la marée réactionnaire monte d'une façon extrêmement préoccupante. Il est au contraire vital d'opposer aux forces réactionnaires, à la xénophobie et au nationalisme une politique se plaçant clairement sur le terrain des intérêts des travailleurs, de l'indépendance de classe et de l'internationalisme.

L'Union européenne comme les Etats nationaux, une arme au service du capital

L'Union européenne de même que les États sont au service du grand capital. Les institutions européennes sont un cadre de coopération des représentant-e-s des différentes bourgeoisies auxquelles l'Union européenne offre un marché pour leurs entreprises et, de ce fait, un tremplin pour les guerres économiques sur l'arène nationale. Ces institutions offrent un moyen de coordination supplémentaire contre le monde du travail, pour renforcer les politiques d'austérité et de remise en cause des services publics. Mais le Conseil européen, les décisions européennes, la monnaie européenne n'existent pour l'instant que parce que les gouvernements nationaux et leur parlement le veulent bien. Ils/elles ne sont ni pires ni meilleur-e-s que les institutions nationales.

Il ne s'agit donc pas de détourner le mécontentement suscité par la politique de la bourgeoisie contre l'Union européenne mais de lui désigner comme cible l'ensemble des institutions qui sont soumises à la défense des intérêts du capital, au niveau national comme européen.

La mise en place d'une Europe de la finance et de la BCE dont la signature de l'Acte unique en 1986, le traité de Maastricht en 1992, puis le lancement de l'euro ont été des étapes, s'inscrit dans l'offensive de la mondialisation capitaliste. Celle-ci avait commencé beaucoup plus tôt en Grande Bretagne et aux États-Unis avec Thatcher et Reagan en 1981, bientôt suivis par Mitterrand et Kohl en France et en Allemagne.

La cause première de cette offensive était la nécessité pour les capitalistes de restaurer leurs taux de profit. Ils

l'ont fait, et continuent de le faire, en s'attaquant à leur propre classe ouvrière, à ses « acquis sociaux », mettant à profit la pression croissante du chômage, une concurrence entre travailleurs qu'elles n'ont ni créé ni exacerbé, mais qui résultait de la crise...

Ils ouvraient en même temps une nouvelle période, la mondialisation financière qui allait déboucher sur une nouvelle grande crise, en 2007-2008, un nouveau bouleversement du monde à laquelle l'Europe des capitalistes n'a bien évidemment pas échappé.

« Les prolétaires n'ont pas d'Europe »... ni de patrie

Cédric Durand, un économiste atterré, a publié récemment un texte intitulé « *Les prolétaires n'ont pas d'Europe* ». (lien). Selon lui, le retour vers un cadre institutionnel et monétaire national serait une étape indispensable pour relancer un processus de construction européenne reposant sur « *un projet socio-économique socialiste et écologiste* ».

Il écrit « *Entre la simple reddition au nom de l'idéal européen et un euroscepticisme rabougrí sur un repli nationaliste, il existe une voie étroite, celle d'un projet de désintégration/réintégration sélective. L'objectif est de garder ouverts les canaux de coopération entre les pays du continent tout en regagnant des marges de manœuvre permettant de réactiver un projet socioéconomique socialiste et écologiste...*

 Il ajoute plus loin : « *Dans une telle perspective, le sort de la monnaie unique est central* »... Bien qu'il prétende incarner une troisième voie, « étroite », « *entre la simple reddition au nom de l'idéal européen et un euroscepticisme rabougrí sur un repli nationaliste* », il ne prône au final pas autre chose que la sortie de l'euro.

Le problème n'est pas de choisir entre deux voies, ni une « voie étroite » qui passerait entre les deux, mais bien de se situer sur un autre terrain, de classe, des luttes sociales, de la lutte des travailleurs pour leurs droits jusqu'à la transformation révolutionnaire de la société. L'auteur pense se démarquer de l'*« euroscepticisme rabougrí »* en se faufilant par la « *voie étroite* » d'une prétendue « *désintégration/intégration sélective* » (!)... qui ne débouche en fin de compte que sur les frontières du passé, les monnaies nationales, le tout confié à l'initiative de la « gauche » dans le cadre des institutions étatiques.

Un collectif d'auteurs, économistes atterrés eux aussi, vient de publier un petit livre intitulé *La monnaie, un enjeu politique*. Ils disent vouloir « *apporter un éclairage le plus scientifique possible sur la monnaie, mettant au grand jour les principales questions et controverses à son sujet ; et donner aux citoyens des outils de compréhension abordables, car délestées du fatras idéologique et médiatique dominant* ». Ils convoquent Marx à l'appui de leurs raisonnements, au même titre que Keynes et quelques autres, en tant que « *théoricien du capitalisme* »....

Leur ouvrage apporte des informations utiles sur les systèmes monétaires et les controverses dont ils sont l'objet. Mais il ne suffit pas de « *délester* » les théories moné-

taires du « *fatras idéologique et médiatique dominant* » pour les transformer en « *outils de compréhension* », non seulement « *abordables* », mais avant tout utiles aux travailleurs, afin de contribuer à leur émancipation, à la compréhension des conditions de leur exploitation, du monde dans lequel ils vivent. Il faut aussi aborder la question d'un point de vue de classe... Les auteurs disent étayer leur étude sur les « *enseignements de l'anthropologie et de l'histoire des sociétés* », mais c'est une histoire « *délestée* » de son moteur essentiel, la lutte des classes, tout comme de la concurrence acharnée que se livrent les classes dominantes.

La création monétaire devrait être selon eux l'exclusivité d'une banque centrale placée sous le contrôle souverain de la société... Ça n'est pas évidemment pas le cas de l'euro et de la BCE, et c'est une des raisons des difficultés de l'euro, monnaie sans Etat. Les auteurs opposent à cette situation... celle de la FED, banque centrale américaine, sous « *contrôle démocratique* » disent-ils. Drôle de référence, qui éclaire ce que les auteurs entendent par contrôle souverain et démocratique d'une société sur sa monnaie.

Eclairage confirmé par la phrase qui conclut le livre : « *En un mot, si l'objectif du capitalisme néolibéral était de déposséder la société de sa monnaie pour en faire sa chose (chasse) gardée, celui des mouvements sociaux alternatifs est de repolitiser au sens plein du terme la monnaie, c'est-à-dire d'en faire une institution au service de la société* ». Comme si « la société » était une entité homogène, dépourvue des divisions de classe ! Comme si la création d'un monopole public bancaire européen contrôlé par les travailleurs et la population pouvait se faire sans révolution.

Cette étude se présente comme une caution universitaire aux thèses de l'antilibéralisme dont se revendiquent les « *mouvements sociaux alternatifs* », nouveau réformisme, populisme de gauche. Le fait que ses auteurs se disent économistes « *atterrés* » est significatif : atterrés par ce qu'ils considèrent comme des « erreurs » de leurs adversaires/confrères néolibéraux, par le fait, comme ils l'écrivent, que ces derniers « *n'auraient rien appris de la crise de 2007-2008* »... A ces « erreurs », dans la lignée d'économistes bourgeois comme Keynes, ils pensent pouvoir opposer des « *solutions* » qui permettraient de sortir le capitalisme de l'ornière dans laquelle il s'enfonce, pour peu qu'ils aient les moyens politiques de les mettre en œuvre grâce à l'arrivée au pouvoir d'une véritable gauche.

Marx, « *théoricien du capitalisme* », ou de la lutte des classes et de la révolution sociale ?

Marx était, lui, convaincu que les contradictions du capitalisme sont insurmontables, que l'humanité ne pourra sortir des situations catastrophiques dans lesquelles sa faillite l'entraîne qu'en mettant fin à sa domination. Son objectif était de forger les armes politiques indispensa-

bles au prolétariat et à ses organisations révolutionnaires pour mener à bien le combat pour l'émancipation. C'est pourquoi ses travaux économiques sont indissociables de la démarche globale d'analyse de l'histoire des sociétés humaines qu'il avait définie avec Engels, le matérialisme historique, dont ce dernier écrivait qu'il était la « *science qui cherche la cause première et la force motrice décisive de tous les événements historiques importants dans le développement économique de la société, dans la transformation des modes de production et d'échange, dans la division de la société en classes distinctes qui en résulte et dans les luttes de ces classes entre-elles* ».

Marx démonte les rouages du capitalisme, met à nu le rapport social, le salariat, à travers lequel la bourgeoisie s'accapare le produit du travail des classes exploitées, montre en quoi cette domination de classe se fonde sur la propriété privée des moyens de production et d'échange, en quoi les lois du marché et de la concurrence conduisent inexorablement à des crises que personne ne peut contrôler, expression de ce qu'*« à un certain stade de leur développement, les forces productives matérielles de la société entrent en contradiction avec les rapports de production existants, ou, ce qui n'en est que l'expression juridique, avec les rapports de propriété au sein desquels elles s'étaient mues jusqu'alors. De formes de développement des forces productives qu'ils étaient ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale.* »

(préface à Critique de l'économie politique).

Poussée par la soif de profits, la mondialisation financière avait permis au capitalisme de sortir de la crise des années 1970 et de connaître une nouvelle phase de développement à travers laquelle il a étendu, dans l'euphorie, l'exploitation salariale à l'échelle de la planète. Cette phase d'expansion s'est achevée sur la crise globale des années 2007-2008. Depuis, les politiques menées par les institutions financières et les Etats pour sauver le système financier et maintenir ses profits se sont non seulement avérées incapables de relancer la machine économique, mais la maintiennent au contraire dans une récession chronique.

Les rapports de propriété sont devenus des entraves au développement des forces productives, et surtout à leur mise au service des populations pour satisfaire leurs besoins, à l'échelle mondiale comme au sein de l'Union européenne.

L'Europe de la mondialisation financière

Dans la course à la mondialisation où elles étaient en concurrence avec celles des USA et du Japon, les multinationales des puissances financières européennes, Allemagne, Grande Bretagne, France, Luxembourg, Pays-Bas..., ont su profiter des nouvelles perspectives qui se sont ouvertes au début des années 1990 avec l'effondrement de l'URSS et du « rideau de fer » qui isolait, depuis la fin de la guerre, les PECOs (Pays de l'Europe Centrale et Orientale) de la Communauté Economique Européenne. Un nouveau terrain s'ouvrait aux appétits des capitalis-

tes européens et à leurs rivalités, qui allaient accélérer la dislocation de la Yougoslavie et l'éclatement de la guerre dans les Balkans.

Le processus de construction européen consistait jusque-là essentiellement à ouvrir l'espace européen à la libre circulation des marchandises. Il devenait désormais possible de trouver, dans les PECOs, une main d'œuvre qualifiée et très bon marché, ainsi que des usines peu compétitives certes, mais qu'on pouvait racheter pour une bouchée de pain. En 1991, Volkswagen achetait Skoda en République Tchèque, Renault Dacia en Roumanie en 1996... C'était la ruée vers l'est des grandes entreprises industrielles et financières d'Europe de l'ouest. Tout un système d'exploitation de la main d'œuvre bon marché se mettait en place par le biais des IDE, investissements directs à l'étranger, permettant de dégager de juteux surprofits. Ce système se poursuit aujourd'hui, alors qu'une bonne partie de ces pays ont intégré l'Europe capitaliste, devenue Union européenne en 1992.

Sur le site de l'Ambassade de France à Varsovie, on peut lire qu'en 2015 « *les capitaux étrangers détiennent 61,6% des entreprises de commerce, 53,5% de l'industrie manufacturière et 49,7% de celle de l'information et de la communication. Ils contrôlent près de la moitié des échanges extérieurs de biens polonais, génèrent un tiers de la valeur ajoutée et emploient un dixième de la main d'œuvre* ». Le retour sur investissement s'est élevé à 18,1 milliards d'euros que se sont partagés des investisseurs qui résident aux Pays-Bas, en Allemagne, au Luxembourg et en France, au royaume du capital financier européen, un taux de profit de 10,6 %. Le site de la BNP consacre des pages à la promotion des IDE, détaillant les avantages et les risques pays par pays, la banque proposant de servir d'intermédiaire par le biais de ses filiales implantées sur place.

Ce sont ces relations économiques qui structurent aujourd'hui le capitalisme au niveau européen. Les grandes firmes industrielles et financières européennes ont leur siège principalement en Allemagne, en Grande Bretagne, au Luxembourg, en Hollande, en France... Elles constituent une oligarchie financière qui tire ses profits de l'exploitation des classes ouvrières des pays de l'Est comme de ses propres classes ouvrières, soumises par le biais des gouvernements nationaux à une guerre de classe qui n'a pas cessé depuis le début des années 1980. Elles profitent pour cela de la concurrence qui règne sur un marché du travail européen marqué par de profonds écarts de salaire et de réglementation sociale contre lesquels il n'existe, et pour cause, aucun « critère de convergence »... sinon vers le bas. Cette guerre de classe s'est exacerbée avec la crise de 2007-2008 et la crise de la dette qui a suivi. Elle se poursuit de plus belle aujourd'hui alors que la guerre commerciale entre grandes puissances vient de faire un nouveau pas avec l'offensive de Trump.

En étendant ses tentacules à travers le continent, le capitalisme financier a contribué à créer, au niveau européen, des interconnections multiples au sein de l'appareil

productif. La menace d'Airbus et de BMW de cesser ou de réduire leurs productions en Grande Bretagne en cas de remise en place des frontières donne la mesure des conséquences économiques et sociales qu'entraînerait la rupture de telles relations. Cela explique pourquoi il est si difficile aux négociateurs anglo-européens de trouver une solution au Brexit : il ne s'agit pas de marchander autour d'intérêts nationaux contradictoires, mais de conduire un processus qui menace de rompre, tout au moins de perturber fortement, le fonctionnement de relations économiques devenues incompatibles avec l'existence des frontières. Airbus, BMW et quelques autres viennent de faire savoir avec brutalité qu'il n'en était pas question. Et de rappeler par la même occasion qui est le véritable maître de l'Europe capitaliste : les multinationales et les banques, l'oligarchie financière.

Ce capital financier se trouve aujourd'hui confronté à une crise politique qu'il semble incapable de contrôler et dont il est le premier responsable. Cette crise trouve pour une part ses racines dans les contradictions qui existent entre les bourgeoisies européennes et leurs Etats, entre l'oligarchie financière et les patrons plus ou moins importants d'une multitude d'entreprises de taille variée qui sont soumises au bon vouloir du capital financier, prises entre les grands donneurs d'ordres qui imposent les prix les plus bas, et les banques qui exigent les meilleurs rendements. Elle est aussi la conséquence des politiques de régression sociale et du fait que les gouvernements qui les ont menées ont tenté de détourner le mécontentement contre des boucs émissaires, les immigrés, l'Union européenne, faisant ainsi le lit de la droite extrême et de l'extrême droite souverainiste.

Une politique de classe, internationaliste

Les élections européennes du printemps 2019 seront l'occasion pour les révolutionnaires, en se plaçant résolument du point de vue des intérêts des travailleurs quelle que soit leur nationalité ou leur continent d'origine, de donner au mécontentement, à la colère du monde du travail et des classes populaires, une expression de classe, internationaliste, contre tous ceux qui cherchent à les dévier ou les canaliser.

Pour cela, il est indispensable de prendre appui sur tout ce qui unit les travailleurs d'Europe, leur condition d'exploités par une même minorité de parasites mais aussi les liens de coopération de travail qui se sont tissés par-dessus les frontières. Loin de céder aux pressions, au climat ambiant, il s'agit d'armer la classe ouvrière afin qu'elle soit en mesure de diriger ses luttes, de les faire converger pour affronter le pouvoir des classes dirigeantes, construire son propre pouvoir en lien avec les classes exploitées des autres pays. D'affirmer sans ambiguïté que la seule réponse au drame des migrants est l'ouverture des frontières.

Le contexte de crise, d'offensive de toutes les forces réactionnaires qui s'est exacerbé ces derniers jours, est non seulement une claire démonstration du piège que constitue le souverainisme anti-européen, mais aussi de l'urgence à s'unir qui se pose aux internationalistes qui ne dissocient pas la lutte contre l'Etat de la lutte pour une autre Europe, qui ne font aucune concession à ceux qui font de l'UE l'ennemi principal, ni au climat général qui résulte de l'offensive réactionnaire.

Daniel Minvielle